



PARLEMENT EUROPÉEN

2009 - 2014

---

*Document de séance*

---

22.11.2010

B7-0627/2010

## PROPOSITION DE RÉSOLUTION

déposée à la suite d'une déclaration de la vice-présidente de la Commission /  
haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de  
sécurité

conformément à l'article 110, paragraphe 2, du règlement

sur le 10<sup>e</sup> anniversaire de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité des  
Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité

**Charles Tannock**  
au nom du groupe ECR

**Résolution du Parlement européen sur le 10<sup>e</sup> anniversaire de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité**

*Le Parlement européen,*

- vu les résolutions 1325 (2000), 1820 (2008) du Conseil de sécurité des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité et la résolution 1888 (2009) du Conseil de sécurité des Nations unies les actes de violence sexuelle contre les femmes et les enfants en période de conflit armé, soulignant que tous les États ont le devoir de mettre fin à l'impunité et de poursuivre les personnes responsables de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, notamment ceux qui impliquent des violences sexuelles et autres à l'égard des femmes et des filles,
  - vu le plan d'action du Conseil de l'UE sur l'égalité entre les hommes et les femmes dans la coopération au développement, visant à assurer la prise en compte de l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'ensemble des activités de l'Union menées avec des pays partenaires à tous les niveaux,
  - vu la nomination, en mars 2010, d'une représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies pour la violence sexuelle dans les conflits armés,
  - vu le document du Conseil sur l'approche globale pour la mise en œuvre par l'Union européenne des résolutions 1325 et 1820 du Conseil de Sécurité des Nations Unies et le document opérationnel sur la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, renforcée par la résolution 1820 du CSNU dans le cadre de la PESD, tous deux adoptés en décembre 2008, ainsi que le document du Conseil sur l'intégration des droits de l'homme dans la PESD de septembre 2006,
  - vu sa résolution du 7 octobre 2010 sur les défaillances dans le domaine de la protection des droits de l'homme et de la justice en République démocratique du Congo,
  - vu la création récente de l'entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes (ONU Femmes),
  - vu l'article 110, paragraphe 2, de son règlement,
- A. considérant que cette année marque le 10<sup>e</sup> anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui est la première résolution à s'attaquer aux effets, disproportionnés et sans équivalent, des conflits armés sur les femmes et à établir un lien entre les expériences des femmes en matière de conflit et le maintien de la paix et de la sécurité internationales, couvrant les domaines thématiques liés que sont la participation, la protection, la prévention, les secours et le rétablissement,
- B. considérant la Journée Internationale contre les violences faites aux femmes, le 25 novembre,

- C. considérant que les résolutions 1820, 1888 et 1889 du Conseil de sécurité des Nations unies renforcent et complètent la résolution 1325 et que ces quatre résolutions doivent être envisagées comme un ensemble d'engagements en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité,
- D. considérant que la mise en œuvre de ces engagements constitue une préoccupation et une responsabilité communes de tout État membre des Nations unies, en proie à un conflit, donateur, ou autre, soulignant, à cet égard, l'adoption, en décembre 2008, des lignes directrices de l'UE sur les violences à l'encontre des femmes et des filles ainsi que des orientations de l'UE sur les enfants face aux conflits armés et la lutte contre toutes les formes de discrimination, envoyant un signal politique fort indiquant que ces dernières sont des priorités pour l'Union,
- E. considérant que le Parlement devrait surveiller la mise en œuvre de l'approche globale et du plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes et l'émancipation des femmes dans les actions extérieures de l'UE, ainsi que les lignes directrices de l'UE sur les violences contre les femmes et les enfants,
- F. considérant que l'Union européenne devrait permettre aux femmes de participer à la prévention des conflits, à la gestion des crises, aux pourparlers de paix et aux phases post-conflit, telles que la planification de la reconstruction d'après-guerre,
- G. souligne qu'il est important de faire participer les femmes et les victimes de violence et de discrimination fondée sur le genre dans la zone de conflit aux discussions afin de voir comment les femmes en conflit peuvent avoir un meilleur accès au marché du travail, à l'éducation et à l'information, et comment ces missions peuvent contribuer à l'émancipation des femmes afin de favoriser leur protection à long terme,
- H. considérant que, lorsqu'ils relèvent d'une pratique généralisée et systématique, le viol et l'esclavage sexuel sont reconnus par la convention de Genève comme crimes contre l'humanité et crimes de guerre; que le viol est aujourd'hui reconnu comme élément d'un crime de génocide lorsqu'il est commis avec l'intention d'anéantir, totalement ou partiellement, un groupe ciblé; considérant que l'Union devrait soutenir les efforts visant à mettre fin à l'impunité des personnes responsables de violences sexuelles à l'encontre des femmes et des enfants,
- I. considérant que la création du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) devrait contribuer à la poursuite de la mise en œuvre des résolutions 1325 et 1820 du Conseil de sécurité des Nations unies en ce qui concerne aussi bien sa structure interne que ses actions et ses politiques extérieures,
- J. considérant que l'Union européenne a adopté un ensemble de documents importants sur la manière de mettre en œuvre les résolutions 1820 et 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies,
- K. considérant que l'année 2010 est également celle d'un bilan de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dix ans après leur adoption,
- L. considérant que seule une minorité d'États membres de l'Union a élaboré un plan d'action

national visant à la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies,

1. souligne que le 10<sup>e</sup> anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies devrait marquer l'avènement d'un programme redynamisé pour la mise en œuvre de ladite résolution, qui ne peut être poursuivie sans volonté politique aux plus hauts niveaux et sans augmentation des ressources; recommande vivement que ce problème soit traité comme il se doit dans le cadre de la révision en cours de la politique des droits de l'homme de l'Union européenne pour ce qui est de l'élaboration d'une stratégie par pays cohérente en matière de droits de l'homme et de l'évaluation des lignes directrices de l'UE sur les violences contre les femmes ainsi que des orientations de l'UE sur les enfants face aux conflits armés et la lutte contre toutes les formes de discrimination;
2. demande que des ressources financières, humaines et organisationnelles spécifiques soient allouées en ce qui concerne la participation des femmes et l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité; demande à ce que plus de femmes soient employées dans la police, dans l'armée et dans la justice, ainsi que dans les missions de renforcement de l'état de droit et de maintien de la paix; appelle les États membres de l'Union à promouvoir activement la participation des femmes dans le cadre de leurs relations bilatérales et multilatérales avec des États et des organisations dans des pays tiers;
3. estime que la création du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) offre une chance unique de renforcer le rôle de l'Union en matière de mise en œuvre des résolutions 1820 et 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies;
4. prie instamment la vice-présidente de la Commission/haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et les États membres de l'UE d'insérer une référence aux résolutions 1820 et 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies dans chaque décision du Conseil en matière de politique de sécurité et de défense commune et mandat de la mission ainsi qu'un plan d'action sur la façon de mettre en œuvre les aspects relatifs aux femmes, à la paix et à la sécurité; prie instamment la vice-présidente de la Commission/haute représentante de l'Union, les États membres de l'UE et les chefs de mission de faire de la coopération avec les organisations locales de défense des droits des femmes et de leur consultation un élément fondamental de toute mission;
5. demande que soient mises en place des procédures de plainte publiques appropriées qui contribueraient grandement à la dénonciation des violences sexuelles et sexistes; demande à la vice-présidente de la Commission/haute représentante de l'Union d'inclure, dans son évaluation semestrielle des missions de la PESC, un rapport détaillé sur les femmes, la paix et la sécurité;
6. rappelle que des viols collectifs ont eu lieu, du 30 juillet au 4 août, dans le bassin houiller de l'est du Congo, qu'au moins 8 300 viols ont été signalés l'année dernière dans l'est du Congo et qu'au moins 1 244 femmes ont été violées au cours du premier trimestre 2010, ce qui représente une moyenne de 14 viols par jour; invite les deux missions de l'Union en RDC, à savoir EUPOL RD Congo et EUSEC RD Congo, à faire de la lutte contre les violences sexuelles et de la participation des femmes la principale priorité dans le cadre de l'effort visant à réformer le secteur congolais de la sécurité;

7. souligne que le viol et les violences sexuelles sont, de manière éhontée, utilisés comme armes de guerre pour humilier et affaiblir psychologiquement l'ennemi et les victimes sont ensuite souvent stigmatisées, rejetées, et maltraitées, qu'elles peuvent rarement obtenir une protection et des soins psychologiques et médicaux, et que les recours en justice sont nécessaires pour réintégrer aisément la société civile après le conflit, ce qui rend ce crime particulièrement odieux;
8. souligne qu'il est important que l'UE nomme davantage de femmes dans la police et l'armée dans les missions confiées à la PSDC, le contingent de femmes policières au sein des forces de maintien de la paix des Nations unies au Liberia pouvant, à cet égard, servir de modèle;
9. souligne la nécessité d'adopter, à l'intention du personnel de l'Union européenne servant au sein de missions civiles ou militaires, un code de conduite qui interdit l'exploitation sexuelle, acte injustifiable et criminel;
10. réclame la mise en oeuvre des résolutions 1325 et 1820 du Conseil de Sécurité des Nations Unies dans les documents de stratégie par pays; et demande à la vice-présidente de la Commission/haute représentante de l'Union ainsi qu'aux membres de la Commission chargés du développement, de l'élargissement et de l'aide humanitaire d'intégrer pleinement les aspects relatifs aux femmes, à la paix et à la sécurité dans la planification et la programmation des instruments financiers d'aide extérieure tels que l'IEDDH, l'IPI, l'IAP mais surtout l'instrument de financement de la coopération au développement et l'instrument de stabilité;
11. fait valoir que la Commission européenne devrait faciliter l'accès des petites ONG aux subventions de l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH); rappelle que de nombreuses organisations féminines sont actuellement incapables de franchir l'obstacle administratif que constitue l'introduction d'une demande;
12. demande au membre de la Commission chargé du développement de soutenir le travail des organisations féminines dans les zones affectées par des conflits; prie instamment la vice-présidente de la Commission/haute représentante de l'Union de recourir au volet à long terme de l'instrument de stabilité pour allouer des fonds en faveur de la participation des femmes aux processus de paix, de sécurité et de réconciliation et de réserver des fonds pour les femmes, la paix et la sécurité dans le cadre de toutes les mesures à court terme financées au titre de l'article 3 de l'instrument de stabilité;
13. estime que les délégations de l'Union européenne devraient informer les organisations de la société civile, telles que les organisations féminines locales, de leur engagement dans des régions en proie à des conflits et consulter les organisations de la société civile dans le processus de planification politique;
14. plaide pour un accroissement immédiat de la participation des femmes à toutes les initiatives visant à résoudre les conflits, notamment en tant que médiatrices et négociatrices, ainsi qu'à la mise en œuvre des mesures de règlement des conflits;
15. demande à la vice-présidente de la Commission/haute représentante de l'Union d'instaurer une semaine annuelle de consultation des femmes dirigeantes qui viendrait compléter la

Journée des Nations unies pour les droits de la femme et la paix internationale, et qui ferait ensuite l'objet de rapports de suivi par les délégations de l'Union;

16. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil, à la Commission, à la vice-présidente de la Commission/haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, aux gouvernements et aux parlements des États membres, au représentant spécial des Nations unies sur la violence sexuelle dans les conflits armés ainsi qu'au directeur, récemment nommé, de l'entité des Nations unies pour l'égalité des sexes (ONU-femmes).